

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

22

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 12 mars 2012



MAIRIE DE DIJON

**Président** : M. REBSAMEN

**Secrétaire** : M. BORDAT

**Membres présents** : M. MILLOT - Mme POPARD - M. MAGLICA - M. MASSON - Mme DILLENSEGER - M. MARTIN - Mme DURNERIN - M. GERVAIS - M. GRANDGUILLAUME - Mme METGE - M. DUPIRE - M. BERTELOOT - Mme AVENA - M. MEKHANTAR - Mme BIOT - Mme MARTIN - Mme KOENDERS - M. PRIBETICH - Mme DURNET-ARCHERAY - Mme GARRET-RICHARD - Mme BLETTERY - M. MARCHAND - M. JULIEN - M. PIAN - Mme TROUWBORST - Mme LEMOUZY - M. DELVALEE - M. IZIMER - Mme ROY - Mme TRUCHOT-DESSOLE - Mme HERVIEU - M. BERTHIER - Mme MODDE - Mme MASLOUHI - Mme CHEVALIER - Mme MILLE - Mme GAUTHIE - M. BOURGUIGNAT - M. BROCHERIEUX - M. HELIE - M. DUGOURD - M. AYACHE - Mme VANDRIESSE - M. OUAZANA

**Membres excusés** : Mme TENENBAUM (pouvoir M. MAGLICA) - M. DESEILLE (pouvoir Mme CHEVALIER) - Mme REVEL-LEFEVRE (pouvoir M. BERTHIER) - M. EL HASSOUNI (pouvoir M. GRANDGUILLAUME) - Mme JUBAN (pouvoir Mme TROUWBORST)

**Membres absents** : M. ALLAERT - Mme BERNARD - M. LOUIS - M. BEKHTAOUI

### OBJET

#### DE LA DELIBERATION

**Petite enfance - Délégation du service public des crèches Roosevelt et Junot - Décision de principe - Lancement de l'appel public à la concurrence**

Madame Avena, au nom des commissions de la réussite éducative, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, expose :

Mesdames, Messieurs,

La maison de la petite enfance Junot d'une capacité de soixante places, située 8, rue du 27<sup>ème</sup> régiment d'infanterie et la maison de la petite enfance Roosevelt, d'une capacité de quatre-vingt places située 14, avenue Franklin Delano Roosevelt, ont été confiées en délégation de service public à la société Crèche Attitude.

Le contrat conclu s'achève le 31 décembre 2012.

Ce mode de gestion ayant donné satisfaction tant sur le plan de l'activité d'accueil des enfants que sur le plan économique, il est proposé de le renouveler pour les cinq ans à venir.

Il convient donc de relancer une nouvelle procédure d'appel public à la concurrence.

La convention à conclure se caractérisera par les principaux éléments suivants :

La commune : - met à la disposition de son futur fermier l'ensemble des installations nécessaires au fonctionnement du service ;

- conserve la maîtrise de la définition des tarifs applicables aux usagers et continue à gérer les admissions des enfants ;

Le fermier : - exploite à ses risques et périls le service public de chaque structure ;

- perçoit les tarifs auprès des usagers du service ;

- perçoit les subventions de la Caisse d'Allocations Familiales ou d'autres organismes ;

- renouvelle les équipements et matériels affermés au prorata de leur durée d'amortissement au travers de la constitution obligatoire de provisions ;

- produit des rapports annuels permettant le contrôle de l'exécution du service en application de l'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales.

Si vous suivez l'avis favorable de vos commissions de la réussite éducative, et des finances, de la modernisation du service public et du personnel, je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

1 - décider le principe de la délégation du service public des maisons de la petite enfance Roosevelt et Junot, sous la forme d'un affermage ;

2 - m'autoriser à procéder au lancement de l'appel public à la concurrence.

**RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**